compris les questions financières, la logistique, l'entraînement, l'équipement et la mise sur pied d'un état-major onusien chapeautant un groupe de réaction rapide.

Tout au long de l'étude, le Canada, a consulté les autres gouvernements, particulièrement les grands fournisseurs de contingents, les organisations non gouvernementales et les institutions intergouvernementales afin d'en arriver à un rapport final jouissant d'un vaste appui.

L'étude recommande, pour le court ou le moyen terme, des changements concrets; à plus long terme, elle s'attaque à quelques problèmes plus hypothétiques auxquels la communauté internationale sera confrontée si elle veut permettre à l'ONU de continuer à jouer un rôle central dans le maintien de la paix et la sécurité internationales. Une réforme fondamentale n'est jamais facile, surtout au coeur d'une crise financière, mais les recommandations du rapport représentent une suite logique de mesures favorables à la cause de la paix dans le monde.

Le rapport contient 26 recommandations dont 21 à court ou moyen terme. Aucune ne nécessite une modification de la Charte des Nations Unies. Elles préconisent :

- d'améliorer la qualité des conseils militaires afin de favoriser des décisions plus judicieuses et plus rapides au Conseil de sécurité;
- de modifier les règles de gestion financière de l'ONU afin de permettre aux responsables de l'intervention rapide de planifier et de mettre en branle leurs opérations plus rapidement;
- de créer un état-major opérationnel chapeautant un groupe de réaction rapide;
- de renforcer les arrangements relatifs aux forces en attente afin qu'elles puissent réagir rapidement;
- d'améliorer les autres aspects de la démarche onusienne à l'égard des opérations de paix, notamment la logistique, l'entraînement et les équipements;
- de continuer à étudier la possibilité de doter l'ONU d'une force d'urgence permanente.

L'étude canadienne s'inscrit dans le cadre d'un vaste effort de renouvellement des institutions internationales; elle se fonde sur l'expérience antérieure et est faite en prévision du XXI° siècle.